



**PRÉFET DE LA RÉUNION**

Préfecture  
Direction des relations externes  
et du cadre de vie

Saint-Denis, le 14 février 2020

Bureau du cadre de vie

**ARRÊTÉ N° 2020 - 277/SG/DRECV**

Abrogeant l'arrêté n° 2019-3851/SG/DRECV du 18 décembre 2019 et prescrivant  
l'ouverture d'une enquête publique concernant le projet de construction  
de l'unité de traitement d'eau potable sur le territoire de la commune de Petite-Île

Autorisation environnementale

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

VU la liste d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteurs du département de La Réunion pour l'année 2020 ;

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté intercommunale des villes solidaires n° 190520\_03 du 20 mai 2019 modifiant les statuts de la communauté intercommunale des villes solidaires (CIVIS) en matière d'eau potable, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines, et d'étendre son périmètre d'intervention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

VU la délibération n° 2019/4-13 du 09 juillet 2019 du conseil municipal de la Petite-Île approuvant le transfert des compétences en matière d'eau potable, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines à la CIVIS, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 24 septembre 2019 déposé par la commune de la Petite-Île, le 25 septembre 2019 déclaré complet et régulier le 21 novembre 2019, enregistré sous le n° 2019-68 concernant le projet de construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le territoire de la commune de Petite-Île ;

VU la décision du président du tribunal administratif de La Réunion en date du 29 novembre 2019 reçue le 12 décembre 2019 ;

VU l'arrêté n° 2019-3851/SG/DRECV du 18 décembre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique concernant le projet de construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le territoire de la commune de Petite-Île ;

VU le courriel du 26 décembre 2019 de M. Alain COLLOMBIER, commissaire enquêteur, informant du défaut d'affichage réglementaire sur le site, tel que prévu à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2019-3851/SG/DRECV du 18 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que la commune n'a pas effectué l'affichage prévu à l'article 5 de l'arrêté préfectoral qui indique que quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, il est procédé à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de reporter l'enquête publique prescrite par l'arrêté préfectoral n° 2019-3851/SG/DRECV du 18 décembre 2019 ;

**CONSIDÉRANT** que le commissaire enquêteur a été consulté sur les nouvelles modalités du déroulement de l'enquête publique.

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** - Il sera procédé à une enquête publique au titre du code de l'environnement préalable à l'autorisation préfectorale, portant sur le projet de construction de l'unité de traitement d'eau potable sur le territoire de la commune de Petite-Île.

Les caractéristiques principales du projet sont les suivantes :

Il s'agit d'un projet de construction et de mise en service d'une nouvelle unité de traitement d'eau potable (UTEP) sur la commune de Petite-Île, sur la parcelle 4050 00AL0434, appartenant à la commune de la Petite-Île. Le projet est adapté à la qualité de l'eau brute achetée à la SAPHIR (10 NTU) et aux objectifs définis par la collectivité, à savoir l'augmentation de la capacité de production d'eau potable de la commune grâce à un débit de production nominale d'eau traitée de 200m<sup>3</sup>/h d'eau traitée, soit 56 l/s ou 4 000 m<sup>3</sup>/j à l'horizon 2030, extensible à 5 000 m<sup>3</sup>/j à terme grâce à l'ajout d'un troisième filtre. Elles font l'objet d'un premier marché.

Le projet prévoit également une évolution possible du processus pour pallier à la dégradation éventuelle de la qualité de la ressource (conditions exceptionnelles, en cas de fortes pluies notamment) à l'aide d'un prétraitement dont l'emplacement est réservé mais non équipé.

Le projet comprend également, dans le cadre d'un second marché, les travaux connexes liés au raccordement de l'UTEP dans le système AEP. Ces travaux incluent le refoulement de l'eau brute depuis la reprise SAPHIR jusqu'à la nouvelle unité de traitement d'eau potable (UTEP) en DN300 et le raccordement de l'UTEP sur le réseau AEP existant et la livraison d'eau traitée sur l'ensemble du territoire communal.

**ARTICLE 2** - Le responsable du projet est :

Communauté intercommunale des villes solidaires - CIVIS  
29, route de l'Entre-Deux – B.P 370  
Pierrefonds  
97410 SAINT-PIERRE



**ARTICLE 3** - L'enquête se déroulera du 16 avril 2020 au 30 avril 2020 inclus.

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de Petite-Île pour être tenus à la disposition du public afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet dans les mairies ou de les adresser par écrit au siège de l'enquête (Mairie de Petite-Île – adresse : Hôtel de Ville – 97429 Petite-Ile) au commissaire enquêteur ou par voie électronique à l'adresse suivante :

[enquetepublique-loisurleau@reunion.pref.gouv.fr](mailto:enquetepublique-loisurleau@reunion.pref.gouv.fr)

Le dossier de demande d'autorisation sera publié sur le site internet de la préfecture : <http://www.reunion.gouv.fr> dans la rubrique :

Publications – Environnement et urbanisme – eau et milieu aquatique – Autorisation – Arrondissement Sud.

Un poste informatique permettant un accès gratuit au dossier d'enquête est mis à la disposition du public, à la préfecture, aux jours et heures d'ouverture suivants :

- du lundi au vendredi de 9 h 00 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 15 h 30.

**ARTICLE 4** - Monsieur Alain COLLOMBIER est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le registre d'enquête à feuillets non mobiles est coté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public aux jours et heures suivants :

**Mairie de Petite-Île :**

16 avril 2020	de 09 heures à 12 heures
20 avril 2020	de 13 heures à 16 heures
30 avril 2020	de 13 heures à 16 heures

Le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour l'accomplissement de sa mission.

L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et sera justifié par celui-ci.

Un avis au public sera affiché dans la **mairie** susvisée et dans les **mairies annexes**, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci.

**ARTICLE 5** - Un avis sera, en outre, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Il est également publié sur le site internet de la préfecture : <http://www.reunion.gouv.fr>

dans la rubrique :

Publications - Environnement et urbanisme - Participation du public > avis d'ouverture d'enquête publique

Le responsable du projet procède, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

**ARTICLE 6** : A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consigne, dans une présentation séparée ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmet, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de La Réunion.

L'autorité compétente adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet. Elle l'adresse également à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête publique pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture : <http://www.reunion.gouv.fr>

dans la rubrique :

Publications - Environnement et urbanisme - Eau et milieux aquatiques - Autorisation -- Arrondissement du Sud

Toute personne peut prendre connaissance à la préfecture (direction des relations externes et du cadre de vie - DRECV), et à la mairie de Petite-Île du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

**ARTICLE 7 :** Le conseil municipal de la commune de Petite-Île est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

**ARTICLE 8 :** L'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale est le préfet de La Réunion.

**ARTICLE 9 :** L'arrêté d'autorisation relève d'une décision préfectorale après avis éventuel auprès du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral n° 2019-3851/SG/DRECV du 18 décembre 2019 .

**ARTICLE 11 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Pierre, le maire de la commune de Petite-Île, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le commissaire enquêteur, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
  
Frédéric JORAM